

L'industrie au cœur du village, ou comment j'ai (presque) cru à l'implantation industrielle parfaite.

Début octobre, j'assistais au premier séminaire « Penser notre renaissance industrielle ». Le sujet du jour : « Des territoires zéro industrie ? ». Spoiler alert : non, il n'y en a pas. Et même là où on le croit, où on l'affiche fièrement, l'industrie est présente. Premier constat réjouissant.

Deuxième bonne nouvelle : il n'y aurait pas d'industrie qui ne puisse être implantée sur le territoire national. Vraiment ? Toute industrie ? Partout ? Cette affirmation m'a quand même étonnée. L'acceptabilité serait universelle, mais relative. Une formule séduisante qui mérite qu'on s'y attarde.

Le manuel de la parfaite implantation

Nos experts nous ont livré les clés d'une implantation industrielle réussie. Et je dois avouer que, sur le papier, c'est séduisant :

- On consulte en amont (longuement, c'est même réglementaire, et avec des méthodes modernes)
- On construit une belle usine, architecturalement signifiante, que l'on peut même planter au cœur du territoire concerné
- On nomme des dirigeants pédagogues et investis
- On organise un pacte avec les populations et les institutions locales
- On assume sa responsabilité sociale et environnementale

Bref, on fait tout bien.

L'angélisme de la concertation

C'est là que mon enthousiasme s'émousse. Pas que je me sois ennuyée – au contraire, j'étais captivée. Pas que j'aie décroché non plus – mes notes en témoignent. Mais quelque chose semble trop simple dans cette mécanique bien huilée.

La concertation, nous dit-on, est la condition sine qua non d'une implantation réussie. D'accord. Mais quid de la concertation qui dure des années ? Des oppositions irréductibles ? De ceux qui refusent, non par incompréhension, mais par la conviction profonde que les ressources naturelles sont finies et qu'il faut savoir dire stop ?

La « rationalisation du refus » évoquée dans le séminaire me laisse perplexe. Comprendre les raisons de l'opposition permet-il vraiment de mieux la contourner ? Un dirigeant « pédagogue » suffit à lever toutes les résistances ? Les oppositions ne sont-elles pas toujours les plus motivées, les plus présentes, les plus actives ?

Et si l'industrie n'était pas toujours acceptable ?

J'ai repensé à cette phrase plusieurs fois : « Il n'y a pas d'industrie qui ne puisse être implantée en France aujourd'hui ». C'est audacieux. C'est volontariste. C'est peut-être même nécessaire pour penser une renaissance industrielle.

Mais est-ce vrai ?

Car si la concertation locale est effectivement indispensable – et sur ce point, les intervenants ont raison de s'opposer aux modèles dirigistes –, elle peut aussi aboutir à un refus. Un refus inébranlable. Que faire alors du temps perdu et des énergies gaspillées ?

Ce qui me reste, une semaine après

J'ai découvert la complexité d'un sujet que par ailleurs je n'avais pas la prétention de connaître. J'ai compris l'importance du temps long de la concertation. J'ai apprécié l'idée qu'une usine puisse être belle, qu'elle puisse s'intégrer au cœur du village, voire en son centre, plutôt qu'en périphérie honteuse.

Mais je garde le sentiment que, entre le dirigisme imposé d'en haut et le manuel de la parfaite implantation consensuelle, l'acceptabilité d'une industrie dans un territoire dépend d'un substrat socio-historique de long terme et d'un positionnement socio-économique d'aujourd'hui. Elle est donc hautement relative, et donc, parfois (souvent ?), négative.

Billet d'humeur de Pascale Heurtel

Conférence n°1 - Penser notre renaissance industrielle